

Mémorial  Memorial
du des
Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 6 juillet 1929.

N^o 33.

Samstag, 6. Juli 1929.

Loi du 16 mai 1929, concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés en date du 23 avril 1929 et celle du Conseil d'Etat en date du 26 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Chap. 1^{er}. — *Reconnaissance, régularisation et classement.*

Art. 1^{er}. Le Gouvernement pourra faire dresser par les soins du service agricole un état indicatif et un tableau descriptif de tous les cours d'eau non navigables ni flottables qui existent sur le territoire grand-ducal.

Art. 2. Les tableaux descriptifs se référeront aux plans cadastraux qui seront complétés, s'il y a lieu, et renseigneront notamment la direction actuelle du cours d'eau, sa largeur, sa profondeur, ses dépendances, ainsi que les ouvrages qui modifient son état naturel.

Art. 3. Les tableaux descriptifs, approuvés par le Gouvernement, serviront de règle pour les travaux de curage, d'entretien et de réparation des cours d'eau non navigables ni flottables.

Art. 4. Les états indicatifs et tableaux descriptifs seront conservés aux archives du Gouvernement et une copie en sera déposée au secrétariat des communes afférentes.

Gesetz vom 16. Mai 1929, betreffend die Räumarbeit, den Unterhalt und die Verbesserung der Wasserläufe.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau u. u., u. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 23. April 1929 und derjenigen des Staatsrates vom 26. desf. Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Kapitel I. — *Feststellung, Regulierung und Einteilung.*

Art. 1. Die Regierung kann durch die Ackerbauverwaltung ein Verzeichnis und eine Beschreibung aller weder schiff- noch flossbaren Wasserläufe die auf dem Gebiete des Großherzogtums bestehen, aufstellen lassen.

Art. 2. Die beschreibenden Tabellen schließen sich an die unter Umständen zu vervollständigenden Katasterpläne an, und bezeichnen besonders die gegenwärtige Richtung des Wasserlaufs, seine Breite, Tiefe, Dependenzien, sowie die Anlagen die seinen natürlichen Zustand ändern.

Art. 3. Die von der Regierung genehmigten beschreibenden Tabellen dienen als Grundlage für die Räumarbeits-, Unterhalts- und Verbesserungsarbeiten an nicht schiff- noch flossbaren Wasserläufen.

Art. 4. Verzeichnis und beschreibende Tabellen werden im Archiv der Regierung aufbewahrt und abgeschrieben im Sekretariat der jeweiligen Gemeinden niedergelegt.

Les changements qui seraient apportés par la suite à la situation que ces tableaux et états constatent, y seront immédiatement annotés, tant à l'original qu'à la copie.

Chap. II. — *Travaux ordinaires de curage, d'entretien et de réparation.*

Art. 5. Les travaux de curage annuel, d'entretien et de réparation à faire aux cours d'eau non navigables ni flottables et à leurs dépendances, tels que fossés d'amenée et d'écoulement, sont ordonnés par le Gouvernement et exécutés, avec le concours des riverains, s'il y a lieu, et le conseil communal afférent entendu en son avis, par les soins et sous la conduite du service agricole.

Art. 6. Les frais occasionnés par les travaux de curage, d'entretien et de réparation sont répartis entre tous les intéressés, tels que propriétaires de terrains riverains immédiats et de terrains s'égouttant dans le ruisseau, usiniers, propriétaires de barrages, communes ou sections de communes déversant leurs égouts dans les cours d'eau, industriels jetant dans les cours d'eau des résidus de fabrication, et autres usagers.

La part contributive de chacun d'eux est fixée par le service agricole, sur les propositions motivées de l'agent surveillant les travaux, eu égard au degré de leur intérêt respectif et en tenant compte de la détérioration qu'ils ont occasionnée, sauf recours au Gouvernement, dans le délai d'un mois à dater de la notification de la cotisation.

Les cotisations ainsi établies ne peuvent être mises en recouvrement qu'après que les rôles en ont été rendus exécutoires par le Gouvernement. Elles sont recouvrées sur simple état comme en matière de contributions directes.

Art. 7. Les obligations spéciales imposées, soit par l'usage, soit par des titres ou des conventions, sont maintenues et seront exécutées sous la même direction que les autres travaux de curage, d'entretien et de réparation.

Art. 8. Les ponts, digues ou autres ouvrages privés sont entretenus et réparés par ceux à qui ils appartiennent; à défaut d'entretien, le Gouvernement peut en ordonner la réparation à leurs frais

Die in der Folge sich ergebenden Veränderungen des durch diese Tabellen und Verzeichnisse festgelegten Zustandes werden unverzüglich, sowohl in dem Original als in der Abschrift vermerkt.

Kapitel II. — *Gewöhnliche Räumungs-, Unterhalts- und Ausbesserungsarbeiten.*

Art. 5. Die jährlichen Räumungs-, Unterhalts- und Ausbesserungsarbeiten an den nicht schiffnach flößbaren Wasserläufen und deren Dependenzien, wie Zu- und Ableitungsgräben, werden von der Regierung angeordnet und, nachdem der betreffende Gemeinderat in seinem Gutachten gehört worden ist, gegebenenfalls unter Mitwirkung der Uferbesitzer, durch die Uferbauverwaltung und unter ihrer Leitung ausgeführt.

Art. 6. Die aus Räumungs-, Unterhalts- und Ausbesserungsarbeiten erwachsenden Kosten werden unter alle Interessenten verteilt, wie Eigentümer von Ufergrundstücken oder solchen deren Wasser in den Wasserlauf abfließt, Treibwerksbesitzer, Eigentümer von Stauanlagen, Gemeinden und Sektionen, die ihre Abwässer, sowie Gewerbetreibende, die die Abfälle ihrer Werke in den Wasserlauf einleiten und andere Benutzer.

Der auf einen jeden entfallende Anteil wird durch die Uferbauverwaltung, nach Maßgabe des jeweiligen Interesses und der durch sie verursachten Verschlechterungen, auf den begründeten Vorschlag des mit der Aufsicht betrauten Beamten festgestellt, unbeschadet des Rekurses an die Regierung, innerhalb Monatsfrist, von der Bekanntgabe des Beitrags ab.

Die auf diese Weise festgesetzten Beiträge können erst eingezogen werden, nachdem die betreffenden Rollen von der Regierung exekutorisch erklärt worden sind. Sie werden anhand einer einfachen Kostenaufstellung wie die direkten Steuern eingezogen.

Art. 7. Besondere Verpflichtungen die sich aus dem Gebrauch, aus Urkunden oder Uebereinkommen ergeben, bleiben bestehen und werden unter derselben Leitung wie die andern Räumungs-, Unterhalts- und Ausbesserungsarbeiten vorgenommen.

Art. 8. Brücken, Dämme und andere private Anlagen werden von ihren Besitzern unterhalten und ausgebessert; bei mangelndem Unterhalt kann die Ausbesserung auf ihre Kosten durch die Regie-

qui seront recouverts conformément aux dispositions de l'art. 6, alinéa 3.

Chap. III. — *Travaux extraordinaires et d'amélioration.*

Art. 9. Les communes ou les particuliers qui veulent exécuter des travaux extraordinaires ou d'amélioration aux cours d'eau et à leurs dépendances, doivent y être autorisés par le Gouvernement.

Art. 10. Les travaux extraordinaires ou d'amélioration peuvent être ordonnés d'office par le Gouvernement, les conseils communaux préalablement entendus.

La moitié des dépenses est supportée par l'Etat. Le surplus est à charge de la commune du lieu de situation.

Art. 11. Si les travaux ordinaires ou extraordinaires à exécuter sur le territoire d'une commune en intéressent d'autres, ou si les travaux à exécuter par un particulier intéressant la commune du lieu de situation ou d'autres, le Gouvernement peut, les conseils communaux préalablement entendus, mettre à charge des dites communes, une part de la dépense proportionnée au degré d'intérêt qu'elles ont respectivement à l'exécution des travaux.

Chaque commune peut toujours, sous l'approbation du Gouvernement, répartir la dépense qui lui incombe entre tous les propriétaires intéressés, proportionnellement au degré de leur intérêt. Toutefois, s'il s'agit de travaux exécutés par des particuliers, il sera tenu compte à ceux-ci de la part qu'ils ont à supporter dans l'ensemble des dépenses.

Art. 12. Les travaux extraordinaires ou d'amélioration sont exécutés d'après les mêmes règles que les travaux ordinaires de curage, d'entretien et de réparation.

Chap. IV. — *De la pollution des eaux.*

Art. 13. Il est interdit de jeter, de déverser ou de laisser écouler, soit directement, soit indirectement, dans les cours d'eau aucune matière susceptible de nuire :

- à la conservation des eaux ;
- à leur écoulement ;
- à leur salubrité ;

ou angeordnet werden; die Kosten werden gemäß den Bestimmungen des Art. 6, Abschnitt 3, eingezogen.

Kapitel III. — *Außergewöhnliche Arbeiten und Meliorationen.*

Art. 9. Gemeinde und Private die an den Wasserläufen und ihren Dependenzien außergewöhnliche Arbeiten und Meliorationen ausführen wollen, müssen von der Regierung dazu ermächtigt sein.

Art. 10. Die außergewöhnlichen Arbeiten und Meliorationen können von der Regierung, nach vorheriger Anhörung der Gemeinderäte, von amtswegen angeordnet werden.

Die Hälfte der Kosten wird vom Staat getragen; der Rest ist zu Lasten der Gemeinde des betreffenden Ortes.

Art. 11. Wenn gewöhnliche oder außergewöhnliche auf der Gemarkung einer Gemeinde auszuführende Arbeiten anderen Gemeinden zu Nutzen kommen, oder wenn aus den durch Private vorzunehmende Arbeiten der Gemeinde des betreffenden Ortes oder andern Vorteil erwächst, so kann die Regierung, nach vorheriger Anhörung der Gemeinderäte, diesen Gemeinden einen dem Interesse, welches sie an der Ausführung der Arbeiten haben, entsprechenden Anteil an den Kosten auferlegen.

In allen Fällen kann die Gemeinde, mit Genehmigung der Regierung, die auf sie entfallenden Kosten, nach Maßgabe des Nutzens, auf die interessierten Eigentümer verteilen.

Handelt es sich jedoch um Arbeiten die durch Private ausgeführt werden, so wird letztern von dem auf sie entfallenden Anteil an den Gesamtkosten Rechnung getragen.

Art. 12. Die außergewöhnlichen Arbeiten und Meliorationen werden nach denselben Regeln wie die gewöhnlichen Räumungs-, Unterhalts- und Ausbesserungsarbeiten, ausgeführt.

Kapitel IV. — *Verunreinigung der Gewässer.*

Art. 13. Es ist verboten, in die Wasserläufe, sei es mittelbar, sei es unmittelbar, irgendwelche Stoffe zu werfen, abzuleiten oder sich ergießen zu lassen, die

- der Konfervierung der Wasser,
- ihrem Abfluß,
- ihrer gesundheitlichen Beschaffenheit,

à leur utilisation pour l'alimentation des animaux, à leur emploi pour les besoins domestiques, agricoles ou industriels, l'irrigation, l'élevage ou la conservation des poissons ou crustacés comestibles, la culture ou la conservation de la flore aquatique utilisable à un titre quelconque.

Art. 14. Les déversements d'eaux usées provenant d'industries ou des agglomérations communales, ne pourront être effectués directement ou indirectement dans les cours d'eau qu'après avoir subi une épuration efficace au point de vue organoleptique, physique, chimique et bactériologique. Un arrêté ministériel fixera pour chaque industrie ou agglomération communale les conditions dans lesquelles les résidus seront évacués.

Pour les localités qui actuellement déversent par des canalisations leurs eaux résiduaires sans épuration aucune ou sans épuration suffisante dans un cours d'eau, le délai dans lequel elles auront à se conformer à la présente loi sera fixé par le Gouvernement.

Art. 15. Les opérations d'épuration par le sol des eaux usées provenant des communes ou de particuliers ne pourront être effectuées qu'à la condition de ne pas compromettre l'utilisation des eaux souterraines et de ne pas nuire à la salubrité.

Chap. V. — Dispositions pénales.

Art. 16. Sont punis d'une amende de 200 à 5000 fr., sans préjudice des peines plus graves comminées par la loi pénale, ceux qui, sans avoir obtenu la permission préalable du Gouvernement : 1° dégraderont, abaisseront ou affaibliront, de quelque manière que ce soit, les berges ou les digues; 2° obstrueront les cours d'eau, y jetteront ou déposeront des objets quelconques pouvant entraver le libre écoulement; 3° enlèveront ou déplaceront les clous de jauge, emploieront des haussettes, ou modifieront de toute autre manière l'état légal des moulins, usines ou prises d'eau.

Art. 17. Sont punis des mêmes peines ceux qui laisseront couler dans les cours d'eau des liquides, y jetteront ou déposeront des matières pouvant corrompre ou altérer les eaux, spécialement qui y verseront des eaux résiduaires, provenant tant

de leur utilisation pour l'alimentation des animaux, de leur utilisation pour les besoins domestiques, agricoles ou industriels, de l'irrigation, de l'élevage ou de la conservation des poissons ou crustacés comestibles, de la culture ou de la conservation de la flore aquatique utilisable à un titre quelconque.

Art. 14. Abwässer, die von Industrien oder Gemeindefiedelungen herrühren, können direkt oder indirekt nur nach vorheriger, wirksamer Reinigung in organoleptischer, physikalischer, chemischer und bakteriologischer Beziehung, in die Wasserläufe abgeleitet werden. Ein Ministerialerlaß wird für jede Industrie oder Gemeindefiedelung die Abführungsbedingungen der Abfallstoffe festlegen.

Für diejenigen Ortschaften, die jetzt ihre Abwässer ohne jedwede Reinigung oder ohne genügende Reinigung durch Kanalisierung in einen Wasserlauf abführen, wird die Regierung die Frist festsetzen, innerhalb welcher sie diesem Gesetz Genüge zu leisten haben werden.

Art. 15. Die Reinigungsvorgänge durch Bodenfiltration von Abwässern, die gemeindlichen oder privaten Ursprung haben, dürfen nur unter der Bedingung erfolgen, daß dieselben die Stuhbarmachung des Grundwassers nicht gefährden und die Hygiene nicht beeinträchtigen.

Kapitel V. — S t r a f f t i m m u n g e n.

Art. 16. Es werden, unbeschadet schärferer, durch das Strafgesetz vorgesehener Strafen, mit einer Geldstrafe von 200 bis 500 Fr. bestraft jene, die ohne vorherige Ermächtigung der Regierung: 1. Die Ufer oder Dämme auf irgend eine Art und Weise beschädigen, senken oder schwächen; 2. die Wasserläufe hemmen, irgendwelche Gegenstände, die den freien Abfluß beeinträchtigen können, in dieselben werfen oder ablagern; 3. die Wasserstandsmerkmale wegnehmen oder versehen, Ueberhöhungsvorrichtungen anwenden, oder auf jede andere Art und Weise den gesetzlichen Zustand der Mühlen, Fabrikanlagen oder Wasserfänge verändern.

Art. 17. Mit denselben Strafen werden belegt alle, die Flüssigkeiten in die Wasserläufe laufen lassen, in dieselben Stoffe werfen oder ablagern, die das Wasser verderben oder in seiner Beschaffenheit ändern könnten, besonders jene, die in dieselben

des établissements industriels que des canalisations ou égouts des localités, sans avoir obtenu l'autorisation prévue à l'art. 14 ou en violation des conditions imposées par l'arrêté ministériel y prévu.

Art. 18. Sont punis des mêmes peines, s'ils n'en ont obtenu l'autorisation du Gouvernement, ceux qui déplaceront le lit des cours d'eau ou préjudicieront à leur état normal et régulier par l'enlèvement de gazons, terres, boues, sables, graviers ou autres matériaux.

Art. 19. Les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal et celles de la loi du 18 juin 1879, sur les circonstances atténuantes, modifiée par celle du 16 mai 1904, sont applicables aux délits prévus par la présente loi.

Le jugement de condamnation imposera au maître de l'entreprise la réparation de l'infraction dans le délai qui sera fixé par le jugement et statuera qu'en cas d'inexécution, le service agricole de l'Etat y pourvoira aux frais du contrevenant qui doit rembourser la dépense, conformément à l'art. 6, dernier alinéa.

Art. 20. Si le prévenu excipe d'un droit de propriété ou autre droit réel, le tribunal saisi de la plainte statuera sur l'incident, en se conformant aux règles suivantes : l'exception préjudicielle sur des faits de possession précis. Les titres produits ou les faits articulés devront être de nature à ôter au fait qui sert de base aux poursuites, tout caractère de délit ou de contravention.

Dans le cas de renvoi à fins civiles, le jugement fixera un délai de deux mois au plus dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra saisir le juge compétent et justifier de ses diligences ; sinon, il sera passé outre au jugement.

Toutefois en cas de condamnation à l'emprisonnement et à la réparation de la contravention, il sera sursis, pendant un nouveau délai de deux mois, à l'exécution de ces condamnations. Si, pendant

Abwässer sowohl von Industrieanlagen als auch von Ortskanalisationen oder Schwemmanlagen ableiten, ohne die in Art. 14 vorgesehene Ermächtigung erhalten zu haben, oder die den Bedingungen des in diesem Artikel vorgesehenen Ministerialerlasses zuwiderhandeln.

Art. 18. Mit denselben Strafen werden belegt jene, die in Ermangelung einer diesbezüglichen Ermächtigung der Regierung das Bett der Wasserläufe verlegen oder den normalen und regelmäßigen Zustand derselben durch Entnahme von Rasen, Erde, Schlamm, Sand, Kies oder anderer Materialien beeinträchtigen.

Art. 19. Die Bestimmungen des Buches I des Strafgesetzbuches und derjenigen des Gesetzes vom 18. Juni 1879, über die mildernden Umstände, abgeändert durch dasjenige vom 16. Mai 1904, sind auf die im gegenwärtigen Gesetz vorgesehenen Vergehen anwendbar.

Das Strafurteil wird dem Bauherrn die Wiedergutmachung der Zuwiderhandlung innerhalb der durch das Urteil festzusetzenden Frist auferlegen und bestimmen, daß im Nichtausführungsfalle die staatliche Ackerbauverwaltung diese Wiedergutmachung auf Kosten des Zuwiderhandelnden vornehmen wird, der gemäß dem letzten Absatz des Art. 6 zur Rückstattung der Ausgaben verpflichtet ist.

Art. 20. Wenn der Beflagte ein Eigentumsrecht oder ein anderes wirkliches Recht vorbringt, so wird das mit der Klage befaßte Tribunal unter Befolgung nachfolgender Regeln über den Fall entscheiden; die vorgeschützte Ausnahme wird nur insoweit zugelassen als dieselbe sich auf ein präzises Anrecht oder präzise Eigentumsdaten stützt. Die vorgebrachten Rechtsansprüche oder Daten müssen so beschaffen sein, daß sie der, der Strafverfolgung zu Grunde liegenden Tat den Charakter von Vergehen oder Zuwiderhandlung vollständig benehmen.

Bei Rückverweisung an die Zivilinstanz wird das Urteil eine Frist von höchstens zwei Monaten vorsehen, innerhalb welcher die Einspruch erhebende Partei den zuständigen Richter wird befragen und ihren Einspruch rechtfertigen müssen, widrigenfalls zum Urteilspruch geschritten werden wird.

Im Falle jedoch Verurteilung zu Gefängnisstrafe und zur Wiedergutmachung der Zuwiderhandlung erfolgt, wird während einer neuen Frist von zwei Monaten von der Ausführung dieser Ver-

ce délai, le prévenu justifie de ses diligences, le sursis sera continué jusqu'à la décision du fond.

Les amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais seront exigibles après la condamnation. Si la question préjudicielle est ultérieurement décidée en faveur du prévenu, les sommes qu'il aura payées seront restituées.

Art. 21. Les communes peuvent agir par action civile pour obtenir la réparation de tout fait de nature à porter atteinte aux cours d'eau.

A défaut par elles d'agir, le Gouvernement peut charger un commissaire spécial d'agir en leur nom.

Art. 22. Les agents de l'administration des travaux publics et ceux du service agricole dûment assermentés, ont au même titre que les agents de police judiciaire, le droit de constater les contraventions en matière de cours d'eau, et d'en dresser procès-verbal.

Chap. VI. — *Dispositions générales.*

Art. 23. Si un cours d'eau intéresse plusieurs communes, en cas de désaccord entre les autorités communales, au sujet des questions relatives à son administration, il est statué par le Gouvernement.

Art. 24. Un recours au Conseil d'Etat, Comité du contentieux, siégeant avec juridiction directe, pourra être exercé contre les décisions du Gouvernement, rendues en vertu des art. 6, 7, 8 à 11 et 14. Ce recours devra être exercé par les administrations communales ou les particuliers intéressés, dans le mois de la notification qui leur en sera faite administrativement ou par lettre chargée.

Les réclamations qui sont élevées après l'expiration des délais fixés par la présente loi ne peuvent empêcher les ouvrages ordonnés par le Gouvernement. Si elles ont pour objet une atteinte à un droit de propriété, elles ne peuvent donner lieu qu'à une indemnité à prononcer par les tribunaux.

Art. 25. En cas d'inexécution des ouvrages prescrits, des ordres donnés ou des jugements rendus en vertu de la présente loi, il est pourvu d'office à leur exécution par l'autorité administrative et

urteilungen abgesehen. Wenn während dieser Frist der Beklagte seinen Rechtsanspruch rechtfertigt, wird der Aufschub bis zum Entscheid der Hauptklage weiter aufrechterhalten.

Die Geldstrafen, Rückerstattungen, der Schadenersatz und die Kosten werden nach der Verurteilung einfordrerbar. Wenn der Einspruch später zu Gunsten des Beklagten entschieden wird, werden die von ihm gezahlten Beträge zurückerstattet.

Art. 21. Die Gemeinden können zivilgerichtlich vorgehen zwecks Reparation einer jeden Tat, die die Wasserläufe zu beeinträchtigen vermag.

Zu Ermangelung ihrerseits kann die Regierung einen Sonderkommissar bestellen, um in ihrem Namen vorzugehen.

Art. 22. Die gehörig vereideten Agenten der Bauverwaltung und der Ackerbauverwaltung sind mit den Polizeiagenten gleichberechtigt, die Zuwiderhandlungen inbetreff der Wasserläufe festzustellen und darüber Protokoll zu errichten.

Kapitel VI. — *Allgemeine Bestimmungen.*

Art. 23. Wenn ein Wasserlauf mehrere Gemeinden interessiert, so wird im Falle, daß die Gemeindebehörden in bezug auf Fragen, die dessen Verwaltung betreffen nicht einig sind, die Regierung entscheiden.

Art. 24. Es kann beim Staatsrat, Ausschuß für Streitfachen mit direkter Rechtssprechung, Berufung gegen die von der Regierung auf Grund der Art. 6, 7, 8 bis 11 und 14 getroffenen Entscheidungen eingelegt werden. Die Berufung wird von den Gemeindeverwaltungen oder den beteiligten Privatpersonen innerhalb Monatsfrist nach der Zustellung, die ihnen auf dem Verwaltungswege oder durch eingeschriebenen Brief zugehen wird, erfolgen müssen.

Die nach Ablauf der durch gegenwärtiges Gesetz festgesetzten Fristen vorgebrachten Beschwerden können die regierungsfertig angeordneten Arbeiten nicht verhindern. Wenn dieselben die Beeinträchtigung eines Eigentumsrechtes zum Gegenstand haben, können sie nur zu einer gerichtsseitig auszusprechenden Entschädigung Anlaß geben.

Art. 25. Bei Nichtausführung der vorgeschriebenen Werke, der gegebenen Anordnungen oder der kraft dieses Gesetzes erlassenen Urteilsprüche wird von amtswegen durch die Verwaltungs-

aux frais des contrevenants. Ces frais seront recouverts sur simple état comme en matière de contributions directes.

Art. 26. La loi du 23 juin 1880 est abrogée dans toutes ses dispositions contraires à la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Pianore, le 16 mai 1929.

Charlotte.

*Le Directeur général de la justice,
et de l'intérieur,
Norb. Dumont.*

*Le Directeur général
des travaux publics,
A. Clemang.*

Arrêté grand-ducal du 24 juin 1929 portant modification des dispositions du Règlement général sur le service interne des Postes, concernant les quittances de dépôts à délivrer par les relais de Poste.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc. ;

Vu la loi du 4 mai 1877, concernant le service de la poste et notamment l'art. 24 de cette loi ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les alinéas 4 et 5 de l'art. 144 du Règlement général sur le service interne des postes sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Sont à considérer comme réguliers les reçus »
« délivrés par les perceptions, les agences de plein »
« exercice, les relais de poste et les agences aux colis »
« du chef de dépôts qui sont effectués dans les »
« bureaux mêmes. »

« Les reçus délivrés par les facteurs ne sont que »
« des reçus provisoires qui n'engagent pas la res- »
« ponsabilité de l'Etat et qui doivent être remplacés »

behörde auf Kosten der Zuwanderhandbeholden zu deren Ausführung geschritten. Diese Kosten werden auf Grund einer einfachen Aufstellung, wie in Sachen von direkten Steuern erhoben.

Art. 26. Das Gesetz vom 23. Juni 1880 ist in allen Bestimmungen, die diesem Gesetz widersprechen, abgeschafft.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von allen die es betrifft ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Pianore, den 16. Mai 1929.

Charlotte.

*Der General-Direktor der Justiz
und des Innern,
Norb. Dumont.*

*Der General-Direktor
der öffentlichen Arbeiten,
Ab. Clemang.*

Großh. Beschluß vom 24. Juni 1929, wodurch die Bestimmungen des allgemeinen Reglementes über den Postdienst im Inlande, betreffend die von den Postrelais auszustellenden Einlieferungscheine, abgeändert werden.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 4. Mai 1877, über den Postdienst, und speziell des Art. 24 dieses Gesetzes ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Finanzen und nach Beratung der Regierung im Konseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die Absätze 4 und 5 des Art. 144 des allgemeinen Reglementes über den Postdienst im Inlande sind durch nachstehende Bestimmungen ersetzt :

„Als vorschriftsmäßig anzusehen sind die Empfangs- »
„bescheinigungen, welche die Perceptionen, die Agen- »
„turen mit vollständigem Dienst, die Postrelais, und »
„die Paketpostagenturen über die in diesen Postan- »
„stalten selbst erfolgten Auslieferungen ausstellen. »

„Die von den Briefträgern ausgestellten Empfangs- »
„bescheinigungen sind nur als provisorische Quitt- »
„ungen zu betrachten, welche die Verantwortlichkeit »

» par des reçus réguliers à délivrer immédiatement
» par le bureau de poste préposé ; la responsabilité
» de l'Etat n'est engagée du chef des envois expé-
» diés contre de pareils reçus provisoires, qu'à
» partir du moment où ils sont parvenus au bureau
» préposé. Il en est de même des reçus à délivrer
» par les préposés d'agences auxiliaires, sans pré-
» judice toutefois à la disposition de l'alinéa pré-
» cédent, d'après laquelle sont également à consi-
» dérer comme définitifs et réguliers les reçus que
» les préposés des agences auxiliaires combinées
» avec une agence de la poste aux colis sont dans le
» cas de délivrer du chef de colis-valeurs déposés
» dans l'agence même. »

Art. 2. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Mémorial*, pour entrer en vigueur le jour de sa publication.

Luxembourg, le 24 juin 1929.

Charlotte.

Le Directeur général des finances,
P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 30 juin 1929, portant fixation à 280 unités du nombre effectif de préposés correspondant aux besoins du service de la douane.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Revu Notre arrêté du 16 mars 1927, concernant la circonscription des contrôles et des bureaux de recette de la douane et le classement de ces bureaux, notamment l'art. 3 dudit arrêté portant fixation du nombre effectif de préposés correspondant aux besoins du service de la douane ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Par dérogation à l'art. 3 de l'arrêté susvisé du 16 mars 1927 le nombre effectif de pré-

„des Staates nicht binden und welche unverzüglich „von der vorgeesehenen Postanstalt durch regelrechte „Empfangsbefcheinigungen ersetzt werden müssen; „bei den gegen solche provisorische Quittungen abge- „sandten Sendungen beginnt die Verantwortlichkeit „des Staates erst mit dem Augenblick, wo die Sen- „dungen in den Besitz der vorgeesehenen Postanstalt „gelangt sind. Dasselbe gilt für die von den Vor- „stehern der Posthilfsagenturen ausgestellten Em- „pfangsbefcheinigungen, unbeschadet jedoch der Be- „stimmung des vorhergehenden Absatzes, gemäß „welcher ebenfalls als definitiv und regelrecht anzu- „sehen sind die Empfangsbefcheinigungen, welche die „Vorsteher der mit einer Paketpostagentur kombi- „nierten Posthilfsagenturen über in der Agentur „selbst aufgelieferte Wertpakete ausstellen.“

Art. 2. Unser General-Direktor der Finanzen ist mit der Ausführung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher ins „Memorial“ eingerückt wird, um am Tage seiner Veröffentlichung in Kraft zu treten.

Luxemburg, den 24. Juni 1929.

Charlotte.

Der General-Direktor der Finanzen,
P. Dupong.

Großh. Beschluß vom 30. Juni 1929, wodurch die gemäß den Bedürfnissen des Zolldienstes wirklich notwendige Anzahl Zollaufseher auf 280 festgesetzt wird.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Wiedererhöhung Unseres Beschlusses vom 16. März 1927, betreffend die Bezirke der Zollkontrollen und Zollämter und die Rangordnung dieser Zollämter, insbesondere des Art. 3 dieses Beschlusses, wodurch die gemäß den Bedürfnissen des Zolldienstes wirklich notwendige Anzahl Zollaufseher festgesetzt ist ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrats ;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Finanzen und nach Beratung der Regierung im Konseil ;

Saben beschloffen und beschließen :

Art. 1. In Abänderung des Art. 3 des vorbenannten Beschlusses vom 16. März 1927 wird die

posés correspondant aux besoins du service de la douane est fixé à 280.

Art. 2. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Fischbach, le 30 juin 1929.

Charlotte.

Le Directeur général des finances,
P. Dupong.

gemäß den Bedürfnissen des Zolldienstes wirklich notwendige Anzahl Zollausseher auf 280 festgesetzt.

Art. 2. Unser General-Direktor der Finanzen ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Fischbach, den 30. Juni 1929.

Charlotte.

Der General-Direktor der Finanzen,
P. Dupong.

Arrêté du 3 juillet 1929, concernant nouvelle émission d'obligations communales par le Crédit foncier de l'Etat.

Le Directeur général des finances,

Vu la loi du 27 mars 1900, portant création d'un établissement du Crédit foncier, ainsi que l'arrêté grand-ducal du 3 juillet 1926 pris en exécution de cette loi ;

Vu l'avis du Conseil d'administration du Crédit foncier ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat en date du 28 juin 1929 ;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg procédera à une émission d'obligations communales d'un import nominal de 30 millions de francs.

Ces obligations seront négociées par le Crédit foncier de l'Etat. Elles porteront la signature du Directeur général des finances et seront contre-signées par un des membres de la direction du Crédit foncier ; les titres porteront en outre le visa du commissaire du Gouvernement qui surveillera leur mise en circulation. Toutes ces signatures pourront être imprimées ou apposées au moyen d'une griffe.

Art. 2. Les obligations à émettre en exécution du présent arrêté sont garanties contre les fluctuations du change, tant en capital qu'en intérêts, et le remboursement du capital, de même que le paiement des coupons se fera sur la base d'un cours qui ne pourra pas être inférieur à 1 livre sterling = 175 fr.

Art. 3. Ces obligations seront au porteur ; elles seront émises en une seule tranche, au pair, en des coupures de 500, 1.000 et 10.000 fr. et porteront intérêt à raison de 6% l'an ; les coupons d'intérêt

Beschluß vom 3. Juli 1929, betreffend Neuausgabe von Kommunalobligationen durch die Staats-Grundkreditanstalt.

Der General-Direktor der Finanzen,

Nach Einsicht des Gesetzes vom 27. März 1900, die Errichtung einer Grundkreditanstalt betreffend, sowie des in Ausführung dieses Gesetzes erlassenen Großh. Beschlusses vom 3. Juli 1926 ;

Nach Einsicht des Gutachtens des Verwaltungsrats der Grundkreditanstalt ;

Nach Einsicht des Gutachtens des Staatsrats vom 28. Juni 1929 ;

B e s c h l i e ß t ;

Art. 1. Der Großh. Luxemburgische Staat wird zu einer Ausgabe von Kommunalobligationen im Nominatwert von 30 Millionen schreiten.

Die Staats-Grundkreditanstalt übernimmt den Vertrieb dieser Obligationen. Sie tragen die Unterschrift des General-Direktors der Finanzen und werden von einem der Mitglieder der Direktion der Grundkreditanstalt gegengezeichnet ; die Titel tragen außerdem das Visum des Regierungskommissars, welcher deren Inverkehrsetzung überwacht. Alle diese Unterschriften können gedruckt oder mit Namensstempel aufgedruckt werden.

Art. 2. Die auf Grund dieses Beschlusses auszugebenden Obligationen sind gegen den Kurswechsel gesichert, sowohl das Kapital als die Zinsen ; die Rückzahlung des Kapitals sowie die Zahlung der Kupons erfolgen zu einem Kurse, der nicht niedriger sein kann als ein Pfund Sterling = 175 Fr.

Art. 3. Die Obligationen lauten auf den Inhaber ; sie werden in einem Abschnitt, zum Nennwert und in Stücken von 500, 1000 und 10.000 Fr. ausgegeben und tragen 6% jährliche Zinsen ; die halb-

semestriels seront payables les 15 juin et 15 décembre de chaque année.

Les obligations à émettre en exécution du présent arrêté sont exemptés de l'impôt sur le coupon, conformément à la loi.

Art. 4. Le remboursement des obligations émises en exécution du présent arrêté aura lieu en 25 années par voie de tirage ayant lieu dans le courant du mois de mars. Ce tirage désignera les titres qui seront appelés au remboursement au pair aux dates des 15 juin et 15 décembre de la même année, en conformité d'un tableau d'amortissement arrêté d'avance.

Art. 5. Le Crédit foncier se réserve la faculté de rembourser les titres en circulation par anticipation, après un préavis de trois mois publié au *Mémorial*.

Art. 6. Seront au surplus applicables les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur.

Art. 7. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 3 juillet 1929.

Le Directeur général des finances,
P. Dupong.

Arrêté du 4 juillet 1929, concernant la vérification des balances et bascules à lecture directe avec manipulation.

Le Directeur général des finances,

Vu la loi du 17 mai 1882 sur les poids et mesures ;

Vu l'arrêté royal grand-ducal du 21 juillet 1882 sur la vérification des balances, notamment l'art. 2 de ce règlement ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont déclarées admissibles au poinçonnage légal les balances et bascules à lecture directe dans lesquelles la pesée est réalisée au moyen de leviers qui donnent l'indication dans des cadrans destinés à cet effet.

Art. 2. Pour être poinçonnés, ces instruments doivent remplir les conditions spécifiées ci-dessous. Ils doivent en outre remplir les conditions prévues par les art. 3 et 4 de l'arrêté grand-ducal du 21 juillet

jährlichen Zinscheine sind am 15. Juni und 15. Dezember eines jeden Jahres zahlbar.

Diese Obligationen sind gemäß Gesetz von der Kuponsteuer befreit.

Art. 4. Die Rückzahlung dieser Obligationen findet statt binnen 25 Jahren durch Verlosung im Monat März. Die Verlosung bezeichnet die Obligationen, die am 15. Juni und 15. Dezember desselben Jahres zurückgezahlt werden, gemäß einer im Voraus aufgestellten Amortisierungstabelle.

Art. 5. Die Grundkreditanstalt behält sich das Recht vor, im Voraus zu jeder Zeit, auf eine im „Memorial“ veröffentlichte dreimonatliche Kündigung hin, die ausgegebenen Pfandbriefe zurückzuzahlen.

Art. 6. Finden außerdem Anwendung die zur Zeit geltenden gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen.

Art. 7. Dieser Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 3. Juli 1929.

Der General-Direktor der Finanzen,
B. Dupong.

Beschluß vom 4. Juli 1929, betreffend die Prüfung der Schallgewichtswagen.

Der General-Direktor der Finanzen,
Nach Einsicht des Gesetzes vom 17. Mai 1882, betreffend die Maße und Gewichte;

Nach Einsicht des RgL. Großh. Beschlusses vom 21. Juli 1882 über die Prüfung der Wagen, besonders des Art. 2 dieses Reglementes;

B e s c h l e ß t :

Art. 1. Die Schallgewichtswagen bei denen die Wagung mittels Handhelmen eingestellten Gewichtszahlen, die in Schaulöchern erscheinen, erfolgt, werden hiermit zur Eichung zugelassen.

Art. 2. Die Eichung der vorerwähnten Wageinstrumente erfolgt unter den nachstehend aufgestellten Bedingungen. Diese Wagen müssen außerdem den in Art. 3 und 4 des Großh. Beschlusses

1882, pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux conditions spéciales.

Art. 3. Les conditions spéciales pour ces appareils sont les suivantes :

- a) Le poids indiqué aux cadrans doit correspondre aux poids appliqués aux fléaux et ce d'une façon exacte, claire et parfaitement automatique.
b) Si ces balances ont plusieurs cadrans, les indications doivent coïncider.

c) Lors de la vérification, les poids suspendus aux fléaux doivent correspondre individuellement aux indications des cadrans.

Si des défauts se présentent, l'appareil est restitué.

Art. 4. Le présent arrêté est inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 4 juillet 1929.

Le Directeur général des finances.

P. Dupong

vom 21. Juli 1882 festgesetzten Bestimmungen entsprechen, soweit dieselben nachstehenden Anforderungen nicht zuwiderlaufen.

Art. 3. Inbezug auf die Beschaffenheit dieser Wagen gelten folgende Spezialvorschriften:

- a) Die Ablesevorrichtung muß den, den eingeschalteten Gewichten entsprechenden Betrag richtig, unzweideutig und zwangsläufig anzeigen.
b) Haben diese Wagen mehrere Ablesevorrichtungen, so müssen die Angaben beider Ablesestellen übereinstimmen.

c) Bei der Prüfung der Richtigkeit der Schallgewichte muß die Gewichtswirkung jedes einzelnen Stückes den vorhandenen Schallgewichtsfähigkeiten entsprechen.

Zeigen sich Mängel, so wird die Wage zurückgegeben.

Art. 4. Dieser Beschluß wird im „*Mémorial*“ veröffentlicht.

Luxemburg, den 4. Juli 1929.

Der General-Direktor der Finanzen,

P. Dupong.

Avis. — Assurance-maladie. — Par arrêté de M. le Directeur général de la prévoyance sociale, en date du 2 juillet 1929, la modification apportée aux statuts de la caisse *régionale de maladie de Wiltz*, par décision de l'assemblée générale du 12 mai 1929, a été approuvée.

Texte de la modification.

Art. 22. Die Kasse gewährt für die Familienangehörigen der Mitglieder :

1. 50% der Kosten der *ärztlichen, spezialärztlichen und operativen* Behandlung.
2. 50% der *Arzneikosten*, unter Ausschluß der Spezialitäten.
3. 50% der Kosten für *Hebammenhilfe*, gemäß Minimaltarif.
4. *Sterbegeld* und zwar, beim Tode der Ehegattin 2/3 des dem Versicherten zustehenden Sterbegeldes, höchstens aber 200 Fr., beim Tode eines Kindes 100 Fr.

Reisekosten werden nicht vergütet.

Die Leistungen sind, bis auf operative Behandlung und Sterbegeld für Kinder bereits 1928 gewährt worden.

Avis. — Assurance-maladie. — Par arrêté de M. le Directeur général de la prévoyance sociale, en date du 2 juillet 1929, les modifications apportées aux statuts de la caisse de maladie de l'*ARBED, division Minières, à Esch-s.-Alzette*, par décision de l'assemblée générale du 10 mai 1929, ont été approuvées.

Texte des modifications.

Art. 14b, 2. Satz : « Das Krankengeld wird vom ersten Tage an gewährt bei Krankheiten, die länger als 21 Tage *dauern*, bei solchen, die zum Tode führen usw.. »

Art. 19, Ziff. 1, Abs. 2 : « Der Preis dieser Tickets ist folgender :

- Konsultationsticket : 3 Fr.
Besuchsticket : 4 Fr.

Circulaire concernant l'alimentation du fonds de dépenses communales pour 1927.

Les administrations communales sont invitées à verser, avant le 1^{er} septembre prochain, entre les mains du receveur des contributions les sommes indiquées au relevé ci-après pour l'alimentation du fonds de dépenses communales pour l'exercice 1927.

Les quittances de versement seront adressées au contrôleur des contributions, pour être remises au commissaire de district, qui me les fera parvenir avec un relevé en double.

La quittance de la ville de Luxembourg me parviendra directement.

Luxembourg, le 4 juillet 1929.

*Le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,
Norb. Dumont.*

Kundschreiben, betreffend die Speisung des Gemeindeausgabefonds für 1927.

Die Gemeindevewaltungen werden ersucht, vor dem 1. September künftigh beim Steuereinnehmer die in nachstehendem Verzeichnis vermerkten Summen zur Speisung des Gemeindeausgabefonds fürs Jahr 1927 einzuzahlen.

Die Quittungen über diese Einzahlungen werden dem Steuerkontrolleur zugesandt, und von diesem an den Distriktskommissar weiter gegeben; letzterer übermittelt mir die Quittungen mit einer Tabelle in zwei Exemplaren.

Die Quittung der Stadt Luxemburg geht mir direkt zu.

Luxemburg, den 4. Juli 1929.

*Der General-Direktor der Justiz
und des Innern,
Norb. Dumont.*

| Noms des communes | Sommes à payer fr. | Noms des communes | Sommes à payer fr. | Noms des communes | Sommes à payer fr. |
|------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|
| Ville de Luxembourg. | 110.000 | Dudelange | 35.000 | Sandweiler | 2.500 |
| <i>Canton de Capellen.</i> | | Esch-s.-Alz. | 75.000 | Schuttrange | 2.400 |
| | | Frisange | 5.000 | Steinsel | 6.000 |
| Bascharage..... | 2.500 | Kayl | 6.000 | Strassen | 6.500 |
| Clemency | 1.800 | Leudelange..... | 2.000 | Walferdange..... | 1.800 |
| Dippach | 5.500 | Mondercange..... | 2.300 | Weiler-la-Tour.... | 2.800 |
| Garnich | 3.500 | Pétange | 10.000 | <i>Canton de Mersch.</i> | |
| Hobscheid | 3.000 | Reckange..... | 2.000 | | |
| Kehlen | 6.000 | Roeser..... | 2.000 | Berg | 1.800 |
| Kœrich | 3.000 | Rumelange | 20.000 | Bissen | 2.500 |
| Kopstal..... | 2.500 | Sanem..... | 8.000 | Bœsvange | 1.800 |
| Mamer | 7.500 | Schifflange | 4.800 | Fischbach | 4.500 |
| Septfontaines..... | 2.700 | | | Heffingen | 1.000 |
| Steinfort | 4.000 | <i>Canton de Luxembg.</i> | | Larochette..... | 4.000 |
| <i>Canton d'Esch-s.-Alz.</i> | | Bertrange | 1.800 | Lintgen | 2.000 |
| | | Contern..... | 2.500 | Lorentzweiler..... | 4.000 |
| Bettembourg..... | 4.300 | Hesperange | 3.500 | Mersch | 7.000 |
| Differdange | 25.000 | Niederanven..... | 3.000 | Nommern | 2.800 |
| | | | | Tuntingen..... | 5.000 |

| | | | | | |
|----------------------------|--------|---------------------------|--------|-----------------------------|--------|
| <i>Canton de Clervaux.</i> | | Bettborn..... | 1.000 | <i>Canton d'Echternach.</i> | |
| Asselborn..... | 2.500 | Bigonville..... | 1.000 | Beaufort..... | 5.000 |
| Bœvange..... | 5.000 | Eil..... | 2.400 | Bech..... | 2.000 |
| Clervaux..... | 2.000 | Folschette..... | 7.000 | Berdorf..... | 2.200 |
| Consthum..... | 1.200 | Grosbous..... | 1.000 | Consdorf..... | 3.000 |
| Hachiville..... | 800 | Perlé..... | 1.800 | Echternach..... | 14.000 |
| Heinerscheid..... | 3.000 | Redange..... | 1.500 | Mompach..... | 4.000 |
| Hosingen..... | 6.500 | Saeul..... | 1.000 | Rosport..... | 1.500 |
| Munshausen..... | 1.500 | Useldange..... | 1.000 | Waldbillig..... | 2.000 |
| Troisvierges..... | 5.000 | Vichten..... | 500 | | |
| Weiswampach..... | 1.500 | Wahl..... | 1.000 | | |
| | | <i>Canton de Wiltz.</i> | | | |
| <i>Canton de Diekirch.</i> | | Boulaide..... | 6.500 | Betzdorf..... | 2.500 |
| Bastendorf..... | 8.000 | Esch-s. Sûre..... | 2.000 | Biver..... | 1.500 |
| Bettendorf..... | 2.800 | Eschweiler..... | 2.000 | Flaxweiler..... | 4.500 |
| Bourscheid..... | 4.000 | Gœsdorf..... | 3.000 | Grevenmacher..... | 6.500 |
| Diekirch..... | 5.000 | Harlange..... | 5.000 | Junglinster..... | 8.000 |
| Ermsdorf..... | 4.000 | Heiderscheid..... | 4.500 | Manternach..... | 1.500 |
| Erpeldange..... | 800 | Kautenbach..... | 2.800 | Mertert..... | 2.200 |
| Ettelbruck..... | 12.000 | Mecher..... | 3.000 | Rodenbourg..... | 3.000 |
| Feulen..... | 3.000 | Neunhausen..... | 1.500 | Wormeldange..... | 6.000 |
| Hoscheid..... | 3.000 | Oberwampach..... | 1.800 | | |
| Medernach..... | 4.000 | Wiltz..... | 12.000 | <i>Canton de Remich.</i> | |
| Mertzig..... | 1.000 | Wilwerwiltz..... | 2.000 | Bous..... | 5.500 |
| Reisdorf..... | 2.000 | Winseter..... | 1.800 | Burmerange..... | 1.000 |
| Schieren..... | 1.200 | | | Dalheim..... | 7.000 |
| | | <i>Canton de Vianden.</i> | | Lenningen..... | 1.500 |
| <i>Canton de Redange.</i> | | Fouhren..... | 800 | Mondorf-les-Bains.. | 2.800 |
| Arsdorf..... | 1.200 | Putscheid..... | 3.000 | Remerschen..... | 1.500 |
| Beckerich..... | 7.500 | Vianden..... | 9.000 | Remich..... | 12.000 |
| | | | | Stadtbredimus..... | 3.200 |
| | | | | Waldbredimus..... | 800 |
| | | | | Wellenstein..... | 4.000 |

Avis. — Laiteries coopératives. — Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, les laiteries coopératives de *Fouhren* et de *Reimberg* ont déposé aux secrétariats communaux de Fouhren et respectivement de Bettborn l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les nom, profession et domicile des administrateurs et de tous les associés. — 30 juin 1929.

— Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, la laiterie coopérative des localités de Burmerange, Elvange, Emerange et Ellange, avec siège à Elvange, a déposé au secrétariat communal de Burmerange l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les nom, profession et domicile des administrateurs et de tous les associés. — 30 juin 1929.

Avis. — Chemins de fer. — Réductions aux familles nombreuses luxembourgeoises sur les chemins de fer belges.

A la demande du Gouvernement luxembourgeois, la Société Nationale des Chemins de fer Belges a décidé d'accorder sur les Chemins de fer belges, aux familles nombreuses luxembourgeoises comprenant au minimum quatre enfants non mariés de moins de 21 ans, les mêmes facilités de voyage que celles en vigueur pour les familles nombreuses établies en Belgique. Cette mesure sortira ses effets à partir du 1^{er} juillet 1929.

A cette fin, elle a créé des cartes d'identité spéciales qui seront délivrées par l'Agence Commerciale des Chemins de fer Belges, Place de Paris à Luxembourg, à toutes les personnes qui introduiront une demande dressée sur formulaire spécial (ces formulaires peuvent être obtenus à ladite agence).

Cette demande doit être accompagnée :

1^o d'un certificat délivré par le bourgmestre de la localité de résidence ;

2^o de photographies récentes non collées, de 3 cm × 4 cm, la hauteur de la tête étant d'au moins un centimètre ; chaque portrait doit porter au verso les nom et prénoms de la personne qu'elle représente.

Sur présentation de ladite carte d'identité, il est accordé à chaque famille ou membre de famille voyageant ensemble ou séparément sur tous les chemins de fer belges, chemins de fer vicinaux compris, et sur les paquebots du service Ostence-Douvres, une réduction de 50% sur le prix du billet ordinaire. Cette réduction est portée à 75% pour les enfants de 4 à 10 ans.

L'Agence Commerciale des Chemins de fer, Place de Paris à Luxembourg, fournira, en outre, tous renseignements concernant la marche à suivre pour l'obtention et le renouvellement des cartes d'identité en question.

Suit le formulaire du certificat à délivrer par le bourgmestre de la commune :

CERTIFICAT

Grand-Duché de Luxembourg à délivrer pour l'obtention de la réduction sur les
Commune de prix des voyages par chemin de fer aux chefs de
familles comptant au minimum quatre enfants non
mariés de moins de 21 ans.

Composition de la famille de M. (nom et prénoms)
domicilié à rue N^o

| Noms des membres de la famille en commençant par le père et la mère et en indiquant ensuite les noms des enfants non mariés par rang d'âge décroissant y compris les enfants de 4 ans et non compris ceux de 21 ans et plus | Prénoms | Lieu et date de naissance des enfants | Observations |
|---|---------|---------------------------------------|--------------|
| | | | |

Dressé à, le par le Bourgmestre soussigné qui certifie l'exactitude des renseignements ci-dessus et déclare que les personnes désignées sont en vie à la date de ce jour.

Scellé communal.

Le Bourgmestre.

Avis. — Justice. — Les audiences de la justice de paix du canton de Clervaux sont fixées à l'avenir comme suit : 1^o l'audience de police, au premier jeudi de chaque quinzaine, à 9 ½ heures du matin ; 2^o l'audience civile, au jeudi de chaque semaine, à 10 ½ heures du matin. — 3 juillet 1929.

Avis. — Justice. — Par arrêté grand-ducal du 24 juin 1929, M. Bernard *Rieger*, greffier de la justice de paix du canton de Grevenmacher, a été nommé greffier de la justice de paix du canton de Luxembourg. — 26 juin 1929.

Avis. — Enseignement supérieur et moyen. — Par arrêté grand-ducal du 29 juin 1929, MM. Math. *Wagner*, répétiteur au gymnase de Diekirch, et Pierre *Biermann*, docteur en philosophie et lettres, ont été nommés aux fonctions de professeur, resp. de répétiteur au gymnase de Diekirch. — 1^{er} juillet 1929.

Avis. — Bourses d'études. — Par arrêté grand-ducal du 29 juin 1929 a été autorisé l'établissement de la fondation d'une bourse d'études Jacques *Schmitz*, instituée par M. l'abbé Jacques *Schmitz*, professeur honoraire du gymnase de Luxembourg. — 1^{er} juillet 1929.

Avis aux cabaretiers. — La direction des contributions rappelle aux cabaretiers que la seconde moitié de la taxe de 1929 doit être payée dans le courant du mois de juillet. — 1^{er} juillet 1929.

Agents d'assurances agréés pendant le mois de juin 1929.

| N° d'ordre | Nom et adresse | Agents | Cles d'assurances | Date |
|------------|---|--------|--|------|
| 1 | Guill. <i>Osch-Thomas</i> , Vianden. | Agent | La Nationale Luxembourgeoise. | 3 |
| 2 | Michel <i>Huberty</i> , propriétaire, Esch-s.-Alz. | » | Le Foyer. | 3 |
| 3 | Ferdinand <i>Schwartz</i> , employé, Wecker. | » | La Nationale Luxembourgeoise. | 3 |
| 4 | Jean <i>Robinet</i> , cafetier, Remich. | » | La Fédérale (incendie), Zurich. Le Ppatrimoine (accidents), Paris. Le Patrimoine (vie), Paris. | 3 |
| 5 | François <i>Kalmes</i> , Esch-s.-Alz. | » | Compagnie française Le Phénix-Vie, Paris. Compagnie française le Phénix-Incendie, Paris. | 3 |
| 6 | Jean-Pierre <i>Frantz</i> , rosieriste, Strassen. | » | La Luxembourgeoise. | 3 |
| 7 | Antoine <i>Meyers</i> , cultivateur, Nagem. | » | Magdeburger Feuer-Versicherungs-Gesellschaft. | 3 |
| 8 | Joseph <i>Kirsch</i> , employé, Bertrange. | » | La Nationale Luxembourgeoise. | 3 |
| 9 | Bernard <i>Loosé</i> , pensionné, Luxembourg. | » | Le Foyer. | 5 |
| 10 | Emile <i>Koyl</i> , secrétaire communal, Hobscheid. | » | Magdeburger Feuer-Verischerungs-Gesellschaft. | 6 |
| 11 | Mathias <i>Beffort</i> , employé, Gasperich. | » | Le Foyer. | 13 |
| 12 | Eugène <i>Jost</i> , Hoescheid (Diekirch). | » | La Nationale Luxembourgeoise. | 13 |
| 13 | Mas. <i>Stoos</i> , Mersch. | » | La Luxembourgeoise. | 13 |
| 14 | Nic. <i>Pettinger</i> , sellier, Hemsthal. | » | Le Foyer. | 21 |
| 15 | Pierre <i>Kopp-Bertemes</i> , négociant, Clervaux. | » | Compagnies Belges d'Assurances Générales. | 21 |
| 16 | Jean-Ferdinand <i>Langehegermann</i> , expéditionnaire des contributions, Weimerskirch. | » | L'Assurance Liégeoise. Le Monde (incendie et vie). | 21 |

— le 2 juillet 1929.

Avis. — Règlement communal. — En séance du 4 juin 1929, le conseil communal d'Useldange a modifié l'art. 11 du règlement sur la conduite d'eau de la section de Schandei. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 3 juillet 1929.

Caisse d'Epargne. — Déclaration de perte de livrets. — Aux dates des 14 et 29 juin 1929, les livrets n^{os} 155349, 203069 et 296127 ont été déclarés perdus.

Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'Epargne et à faire valoir leurs droits.

Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux. — 1^{er} juillet 1929.